
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 26/2 (1999)

DOI: 10.11588/fr.1999.2.47511

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

CONOR CRUISE O'BRIEN, *The long affair. Thomas Jefferson and the French Revolution: 1785-1800*, Chicago (The University of Chicago Press) 1996, 367 p.

Faut-il rendre compte d'un ouvrage unique, qui aurait pour thème le rapport de Jefferson à la Révolution française, comme le titre le laisserait supposer? Ou bien d'une synthèse assez abrupte de deux essais de nature fort différente; une interprétation critique des écrits de Thomas Jefferson se référant à la Révolution française, très longue introduction historique à un virulent pamphlet qui ne révèle ses finalités que dans les ultimes chapitres du livre?

La partie historique recouvre en effet les six premiers chapitres, et se déroule, classiquement, selon une trame chronologique, qui va de l'arrivée à Paris de Jefferson, en tant que ministre plénipotentiaire de la jeune république du Nouveau Monde auprès de la Cour de Louis XVI jusqu'à son élection à la présidence des Etats-Unis.

L'auteur insiste notamment sur la solitude de Jefferson à Paris. Il maîtrisait très mal la langue française, et il ne fit guère d'efforts pour se perfectionner. Il se voulait avant tout *virginien*, et ce splendide isolement est aux antipodes, notamment, de l'attitude et de la popularité de Benjamin Franklin, en France. Le jugement porté par Jefferson sur les événements de France ne pouvait reposer ni sur une curiosité sympathique envers un peuple qu'au fond de lui-même il méprise (car irrémédiablement porteur des germes de la corruption du Vieux Monde), ni sur un besoin d'informations précises susceptibles de nourrir une réflexion originale.

Pourtant, de retour aux Etats-Unis, Jefferson se fait l'ardent propagandiste de la cause révolutionnaire française, pour des motifs qui relèvent de la politique intérieure américaine. Par haine (quasi pathologique, si on suit l'auteur) des fédéralistes, et tout particulièrement d'Alexandre Hamilton, qui prônent un renforcement de l'Exécutif, et un rapprochement avec l'Angleterre, Jefferson se pose en chef de file d'une tradition républicaine *stricto-sensu*; centralité législative, et défense intransigeante de la Révolution française, non pas tant parce qu'elle est *française*, que parce qu'elle est provisoirement dépositaire du flambeau de la Liberté qui, allumé sur le sol américain, doit progressivement embraser l'ensemble du monde *civilisé* (donc de *souche* blanche européenne, l'auteur reviendra par la suite sur ce relativisme). M. O'Brien, à la suite d'autres historiens, précise que ce républicanisme classique est aussi le produit d'un particularisme *virginien*, répandu dans l'aristocratie des planteurs de cet Etat. Ils se représentent l'*otium* à la manière des citoyens des républiques antiques; hommes libres parce que gestionnaires plus ou moins paternalistes d'une foule d'esclaves. Très différents, de ce point de vue, sont leurs rivaux négociants ou banquiers de la Nouvelle-Angleterre, très attachés à préserver leur collaboration avec l'ancienne métropole, et qui s'identifient davantage au *fédéralisme*, porteur d'un *républicanisme moderne* qui sépare la sphère du public et celle du privé.

Logiquement, les positions partisans de Jefferson, relayées par la «Gazette Nationale» de Philippe Freneau, et largement partagées par une bonne partie de l'opinion publique américaine, auraient dû être incompatibles avec sa position officielle de secrétaire d'Etat aux relations extérieures dans le gouvernement de Georges Washington depuis février 1790, dans la mesure où le premier président de la République Constitutionnelle penche plutôt vers les fédéralistes, par souci d'intérêt économique et de paix civile. Bref, selon l'auteur, l'intérêt national que prétend défendre Jefferson serait en contradiction avec son républicanisme militant. Néanmoins, l'analyse minutieuse des correspondances privées et des déclarations officielles du secrétaire d'Etat lui permettent de dégager la double personnalité de Jefferson; un politicien habile et prudent (la *Tête*) coexiste sans trop de conflit apparent avec un fanatique redoutable, hanté par la lutte du Bien (la *révolution permanente* de la Liberté) et du Mal (la déviation hérétique des fédéralistes par rapport aux principes originels de 1776) (le *Cœur*). C'est du côté de ce millénarisme que nous retrouvons la Révolution française; peu attaché aux hommes, portés, puis engloutis par le cours impétueux des événements révolutionnaires (*fayettistes*, puis *brissotins*, qui furent pourtant les plus ardents pro-

pagandistes des principes de la Révolution américaine), Jefferson est essentiellement attentif à la permanence d'une cause abstraite, fut-elle provisoirement incarnée par des jacobins qu'il n'a guère eu l'occasion de fréquenter lors de son séjour parisien. Le document central de cette démonstration est la lettre écrite à William Short, représentant des Etats-Unis à Paris, à la date du 3 janvier 1793. Jefferson sermonne son correspondant, qui a fait montre d'une trop grande sollicitude envers les victimes de la révolution, car cette attention au coût humain du processus lui fait perdre de vue le but ultime du dit processus. Et il écrit cette phrase qui transforme dès lors un point de vue en prophétie: *La cause de la Liberté dans le monde entier dépend de l'issue du combat, et un but aussi précieux fut-il jamais atteint en versant aussi peu de sang innocent? Mes propres affections ont pu être profondément atteintes par la disparition de quelques martyrs de cette cause, mais plutôt que de voir celle-ci entravée, j'aurais mieux aimé voir la moitié de la Terre en ruines. S'il ne restait dans chaque pays qu'un seul Adam et qu'une seule Eve, mais tous deux libres par nature, tout serait mieux que l'état présent ...* (p. 145).

L'événement révélateur de la contradiction profonde entre la *Tête* et le *Cœur*, c'est la mission du ministre plénipotentiaire de la République française, Charles-Edmond Genet, d'avril 1793 à janvier 1794. L'interventionnisme, souvent brouillon, de l'ambassadeur dans les affaires intérieures des Etats-Unis, entraîne une évolution de l'opinion publique américaine. Et, cette fois, la *Tête* l'emportant sur le *Cœur*, Jefferson, confronté aux applications concrètes de l'idéologie révolutionnaire française, désavoue Genet.

Au cours des années suivantes, on assiste à une dégradation continue des relations entre les deux républiques, qui aboutit, on le sait, à la *quasi-guerre* de 1798-1799. La position officielle de Jefferson, vice-président de John Adams, ne peut être que la neutralité, d'autant plus que l'opinion publique devient moins sensible à la solidarité républicaine. Ses convictions intimes l'amènent pourtant à exprimer des souhaits pour la marche victorieuse des armées françaises et la réussite d'un débarquement en Angleterre. Tout en désapprouvant la militarisation du pays et la suspension du droit d'association, sous l'égide des fédéralistes, il reste fondamentalement attaché au principe de neutralité. Le 12 mars 1799, il rappelle qu'il est *sincèrement désireux du succès de la Révolution française, de sa marche vers un gouvernement libre et stable ...* mais que *la première place dans mon cœur est pour les intérêts de mon pays.*

Phrase qui pourrait laisser supposer un ralliement de Jefferson à la raison d'Etat à la veille de son élection à la présidence, et, partant, une appréciation nuancée de M. O'Brien sur son évolution historique. C'est alors que se placent les deux chapitres terminaux qui culminent par une injonction pressante aux démocrates de notre temps de se débarrasser de l'héritage jeffersonien.

La matière historique est fournie par une analyse des positions de Jefferson sur la question raciale, à partir des «Notes sur la Virginie», d'une part, du traitement de la question de Saint-Domingue, d'autre part. De l'ouvrage sur la Virginie, l'auteur retient les passages qui soulignent sans équivoque l'intime conviction de Jefferson que les noirs ne pourront jamais être intégrés dans une société blanche (civilisée) sur un pied d'égalité. Il faut donc, dans l'hypothèse d'une abolition graduelle de l'esclavage, les renvoyer en Afrique, ou les parquer dans des sortes de «réserves» aux confins du territoire des Etats-Unis. Jefferson envisage avec effroi les unions mixtes, tout particulièrement lorsque les partenaires sont un homme noir et une femme blanche; cette phobie l'amène à proposer des lois d'exclusion très cruelles envers les coupables. Bien entendu, M. O'Brien ne se prive pas de rappeler l'épisode bien connu de la liaison avec Sally Hemmings, autre illustration des déchirements internes de son personnage, atténués sinon surmontés par le fait qu'en l'espèce, les rôles sexuels (un homme blanc, une femme noire) étaient moins susceptibles de faire scandale.

Quant à la question de Saint-Domingue, l'auteur rappelle que Jefferson fut un adversaire constant et déterminé de la révolution que connut l'ancienne «perle» des Antilles françaises.

Il avait en horreur le soulèvement des esclaves, dont il redoutait la contagion dans les Etats du sud. Il appuya la tentative de reconquête menée par Leclerc, et lorsque l'échec de celle-ci conduisit à l'indépendance de la république d'Haïti, il imposa un blocus des relations avec la nouvelle république noire.

Bref, Jefferson est un authentique raciste doublé d'un puritain hypocrite. M. O'Brien rappelle que les sudistes lui vouèrent un véritable culte au lendemain de la guerre de Sécession et que sa postérité historique actuelle se situerait quelque part entre Verwoerd (théoricien de l'apartheid) et Pol Pot (en raison de la « lettre sur Adam et Eve »).

Dans l'Amérique actuelle, les vrais jeffersoniens sont, d'après lui, les libertariens d'extrême-droite, ennemis irréductibles du gouvernement fédéral, secte de fanatiques responsables de l'attentat sanglant contre le bâtiment gouvernemental à Oklahoma-City, le 19 avril 1995.

Elever un mémorial à Jefferson au centre de la capitale fédérale, se référer à son exemple comme le fait l'actuel président William Jefferson Clinton, sont d'absolus contresens. Car les principes jeffersoniens sont totalement contradictoires avec la démocratie multiraciale telle qu'elle se projette dans l'Amérique d'aujourd'hui et de demain. A cet égard, revendiquer un *libéralisme jeffersonien* relève de l'imposture intellectuelle. Le dernier chapitre sur la *religion civile* est l'axe central de cette entreprise de déboulonnage de la statue du *Père Fondateur*.

C'est sur ce dernier aspect que nous émettons les plus vives réserves sur la méthode de l'auteur, et sur les finalités de l'ouvrage.

La méthode proposée ne relève pas de l'analyse critique, mais de l'inversion des signes. Jefferson est présenté comme un grand inquisiteur de la religion de la Liberté. Ses contradicteurs (Alexandre Hamilton au premier chef) ne peuvent être que des hérétiques voués à l'Enfer. Admettons que la pensée de Jefferson fonctionne sur le schéma binaire de l'opposition Bien/Mal. Est-ce que cela autorise, pour rendre compte du passage du droit naturel (la Déclaration d'Indépendance) au droit positif (la mise en route d'une République Constitutionnelle), ce qui n'est pas une mince affaire, à décréter que les seuls porteurs des véritables intérêts de la jeune République sont les fédéralistes et les partisans d'un renforcement de l'Exécutif, en présentant comme unique argument le fait qu'ils soient opposés à Jefferson et aux *purs républicains*? Le Bien est devenu le Mal, et vice-versa. La bipolarisation, aux sources de la démocratie américaine et de la structure partisane consubstantielle à tout système représentatif, relève d'une mécanique autrement complexe et d'enjeux beaucoup plus diversifiés que cette vision manichéenne. Marie-Jeanne Rossignol, en particulier, nous a donné récemment une analyse bien plus approfondie des rapports franco-américains à la même époque, dans la perspective du renforcement de l'identité de la jeune république du Nouveau Monde (« Le ferment nationaliste; aux origines de la politique extérieure des Etats-Unis; 1789-1812 », 1994).

M. O'Brien nous démontre à longueur de pages que la vision de la Révolution française chez Jefferson est totalement abstraite et désincarnée; c'est le principe transcendant du Bien en politique. Il faut voir dans cette démonstration la même inversion des signes. Il oppose à cette vision irénique une série de clichés tout droit sortis des caricatures de Gillray, une révolution toute entière placée sous le signe des exécutions sommaires et de l'arrogance militaire. Aucune place pour les nuances; le messianisme de Genet en 1793, le réalisme de Robespierre en 1794, le mépris de Talleyrand en 1797, sont présentés comme des manifestations d'un même nationalisme arrogant et égoïste. Ces attitudes circonstanciées se nourrissent pourtant d'autant de « représentations » différentes des Etats-Unis chez ceux qui en sont porteurs. Mais le propos de l'auteur n'est pas de rendre compte de l'évolution réelle de la Révolution française; c'est pourtant cette ignorance chez Jefferson qui va lui servir à illustrer le fanatisme de ce dernier.

M. O'Brien calque strictement sa vision de la Révolution française sur les « Réflexions » d'Edmund Burke, apologiste des « libertés anglo-saxonnes » élevé au rang de grand prophète

du processus révolutionnaire de cette époque. Tout ce qui peut contrarier le déroulement de son réquisitoire implacable est soigneusement occulté; et d'abord Thomas Paine, le contradicteur essentiel de Burke. Car le républicanisme classique fut pluriel, et ne se réduit pas au seul Jefferson. Si ce dernier fut incontestablement un partisan torturé du développement séparé des races, d'autres républicains-démocrates exprimaient des positions radicalement divergentes sur la question noire (Antony Benezet, James Pemberton): on peut se reporter utilement à ce sujet à l'étude d'Elise Marienstras sur les »Mythes fondateurs de la Nation américaine« (1976).

Mais la finalité de l'ouvrage de M. O'Brien n'est pas historique. La séquence 1785-1800 est placée comme argumentaire au service d'une cause: la supériorité et l'universalité du modèle démocratique anglo-saxon pour cette fin de siècle, et pour le siècle qui vient. Il faut donc convaincre les lecteurs que ce modèle fut à la fin du XVIII^e siècle l'unique expérimentation pratique réussie des idées des Lumières. L'alternative constituée par le républicanisme classique (transposé dans l'expérience de la Révolution française) est systématiquement dévalorisée, sous prétexte de son abstraction inhumaine et de son moralisme arrogant. Le confusionnisme idéologique dans lequel sombre l'ouvrage au dernier chapitre, sous le titre de *religion civile américaine*, sorte de prêt-à-penser pour la planète à l'ère de la mondialisation, est d'autant plus regrettable que la nature des liens conflictuels et passionnels tissés entre les révolutions d'Europe et celles du Nouveau Monde (les Etats-Unis, mais aussi l'espace caraïbe et l'Amérique Latine) mériterait d'être repensée dans une perspective d'histoire comparative.

Bernard GAINOT, Paris

Anatoli V. ADO, *Die Bauern in der Französischen Revolution 1789-1794*, Leipzig (Leipziger Universitätsverlag) 1997, XV-402 S. (Beiträge zur Universalgeschichte und vergleichenden Gesellschaftsforschung, 7).

Le 1^{er} juillet 1995 disparaissait, terrassé par une crise cardiaque, Anatoli Vassilievitch Ado, l'un des plus prestigieux historiens de la Révolution française. S'il n'est pas inutile de tenter aujourd'hui un compte rendu de la traduction allemande de cet ouvrage, sorti récemment des presses universitaires de Leipzig, sous la responsabilité de Katharina et Matthias Middell et avec la participation d'Uta Müller, de Roberto Mann et de Kurt Holzappel, l'entreprise devient néanmoins plus intéressante dès lors qu'on se penche sur l'histoire de cette œuvre. Publié à Moscou en langue russe, »Le mouvement paysan pendant la Révolution française« date en effet de 1971 et a connu en 1987 une seconde édition remaniée et enrichie. Depuis, une version française a vu le jour sous le titre de »Paysans en révolution. Terre, pouvoir et jacquerie, 1789-1793« grâce à l'initiative de la »Société des Etudes Robespierriennes« (Paris 1996, préface de Michel Vovelle, éd. Serge Aberdam/Marcel Dorigny).

La question qui se pose est par conséquent la suivante: pourquoi aura-t-il fallu plus de vingt-cinq ans (1971-1996/97) pour que nous puissions bénéficier, tant en Allemagne qu'en France, d'une traduction de la version originale? Ni le colloque parisien de 1987 sur »la Révolution française et le monde rural«, table ronde où Anatoli Ado était pourtant à l'honneur, ni le bicentenaire de la Révolution française n'ont réussi à mettre fin à une longue série de tentatives éditoriales vouées à l'échec. Il aura fallu une lente maturation des esprits pour que nous puissions enfin disposer de cet ouvrage précieux pour tous les historiens – et ils sont nombreux en Europe occidentale – qui s'intéressent à la Révolution française sans maîtriser la langue russe. Le blocage ainsi constaté est imputable aux polémiques qui ont agité l'historiographie de la Révolution: celle de l'autonomie d'une révolution paysanne qui ne se contenterait pas, contrairement à ce qui a été longtemps affirmé, de servir de force d'appoint à la révolution bourgeoise; celle de sa nécessaire intégration dans le cours des événements auxquels elle aurait donné une impulsion décisive entre 1789 et 1793.